

## **Résolution proposée par la commission nationale intervention féministe pour le Congrès**

### I. Situation politique:

Dans le contexte de crise les politiques d'austérité entraînent la casse de la protection sociale, des milliers de suppressions de postes dans la Fonction Publique et la détérioration des services publics. Les femmes en subissent en premier lieu les conséquences.

De nombreux centres IVG ont déjà fermé, rendant l'accès à l'avortement de plus en plus difficile. La pénurie grave de places en crèche impacte la possibilité pour les femmes de travailler. Les femmes représentent aujourd'hui près de 60% des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77%) ou l'administration publique (près de 600 000 emplois, soit 73% des employé-e-s) : les femmes seront donc les premières touchées par les réductions de postes de la fonction publique.

Les luttes actuelles (PSA, Doux...) se concentrent sur la perte d'emplois masculins. Or, dans ces secteurs industriels, des emplois féminins directs et indirects sont également menacés. Les femmes sont majoritaires dans la restauration collective, notamment des entreprises, et elles représentent 70% des agents d'entretien et plus de 40% des salarié-e-s du secteur des services aux entreprises. Le secteur du commerce, dont 80 % des employé-e-s sont des femmes, sera immanquablement touché par la crise. Dans la distribution, 95% des caissiers sont des caissières, précarisées par les temps partiels, et déjà Carrefour annonce des milliers de licenciements. La crise commence à toucher également le secteur tertiaire en particulier les aides à domicile où les femmes travaillent majoritairement avec des heures découpées et sans formation (l'aide étant une compétence sous-entendue "innée" pour les femmes).

En 2009, c'est le taux de chômage des hommes qui a le plus augmenté car les secteurs industriels ont été les premiers touchés, mais le petit regain d'activité qui a suivi leur a davantage bénéficié, alors que le taux de chômage des femmes a lui continué à augmenter. Fin 2010, le taux de chômage des femmes était supérieur à celui des hommes de 1,4 point, avec 1 354 000 chômeuses et 1 275 000 chômeurs. Les femmes représentent toujours plus de 80% des temps partiels, souvent imposés avec des heures inconfortables (tôt le matin et tard le soir). Elles sont toujours une variable d'ajustement pour le capitalisme.

Dans ce contexte, l'arrivée du nouveau gouvernement a permis quelques avancées: remboursement à 100% de l'IVG, de la contraception pour les jeunes femmes, l'adoption d'une nouvelle loi sur le harcèlement sexuel, le projet de mariage pour les personnes de même sexe et la mise en place d'un ministère des droits des femmes. Mais ces mesures ne s'accompagnent pour l'instant ni de la volonté ni des moyens de changer vraiment les choses : pas de réouvertures de centres IVG, pas de droit à la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes, pas de véritable loi-cadre contre les violences, pas de régularisation massive des sans-papiers (qui bénéficierait en particulier aux femmes victimes de violences ou des réseaux de traite)...

Parallèlement à l'arrivée de la gauche au pouvoir, les mouvements de droite extrême et d'extrême droite (SOS-Tout petits, Alliance Vita, Civitas...) continuent à occuper le terrain contre le mariage des homosexuel-le-s, contre l'avortement, pour le retour à l'ordre moral...

La montée des idées racistes (renforcées par les politiques menées par la droite mais aussi, souvent, par la gauche au pouvoir), touchent en particulier les femmes d'origines immigrées qui subissent une double oppression raciste et sexiste. Les femmes musulmanes sont particulièrement stigmatisées et la gauche n'est pas revenue sur les lois racistes mises en place par les précédents gouvernements.

L'aggravation de la crise et la montée des idées réactionnaires ne se limitent pas à la France. Dans le monde entier, et en Europe en particulier, les femmes subissent de plein fouet la dégradation de la situation sociale et politique : c'est ce qu'ont dénoncé les féministes européennes au cours de leur tournée de meeting à la fin de l'année 2012.

Dans ce contexte, l'autonomie économique des femmes est davantage remise en cause, aggravant leur dépendance vis-à-vis des hommes. Elles n'ont souvent pas d'échappatoire et sont contraintes de rester dans les cadres familiaux et conjugaux même si elles y subissent des violences (dont les viols conjugaux). Les réseaux mafieux profitent des situations dramatiques des femmes du Sud pour les prostituer dans les pays du Nord. Ces situations de marchandisation et de violences poussées à l'extrême sont un des aspects les plus révoltants de l'imbrication entre capitalisme et patriarcat.

### II. Eléments pour une orientation féministe :

#### A. Nos principaux axes d'intervention

Notre texte d'orientation général propose 3 axes principaux d'intervention auxquels nous devons intégrer la dimension de genre : contre l'austérité, pour l'emploi, contre l'offensive réactionnaire.

Contre l'austérité, 2 angles : pour les services publics et contre les suppressions de postes. Nous demandons la réouverture de tous les centres IVG fermés et l'ouverture de nouveaux CIVG dans les hôpitaux de toutes les villes encore dépourvues, et l'ouverture de places de crèche à la hauteur des besoins. Contre les violences (psychologiques,

physiques, sexuelles), augmentation des subventions aux associations d'aide aux victimes, développement des foyers d'accueil pour les femmes et au besoin leurs enfants, ainsi que pour les jeunes LGBTI. Il faut également des moyens pour développer une éducation non sexiste à l'école mais aussi dans toutes les structures accueillant des jeunes.

L'État doit créer des emplois de titulaires dans tous les secteurs où les besoins se font sentir, petite enfance, éducation et santé en particulier, emplois dont on sait qu'ils sont majoritairement féminins et dont l'absence retombe d'abord sur les femmes. Dans le privé, il faut imposer l'égalité des salaires, l'interdiction des temps partiels imposés, la transformation des contrats précaires en CDI... tout ceci permettra aux femmes de gagner leur autonomie économique, et de ne pas être les premières à être renvoyées au foyer dans un contexte de chômage de masse.

Les femmes en emploi étant les plus précaires et les plus soumises aux maladies professionnelles, aux TMS, au harcèlement, il faut une politique volontariste de syndicalisation et d'organisation partout où cela est possible (et dans l'ensemble de nos cadres). Nous devons également œuvrer à un féminisme syndical unitaire, comme lors des rencontres intersyndicales CGT-Solidaires-FSU.

Contre toutes les politiques et les idées réactionnaires, nous voulons l'égalité des droits pour toutes et tous, français-e-s/immigré-e-s, LGBTI/hétéro, marié-e-s/PACSé-e-s/en couples libres. Ce sont des conditions nécessaires pour que nous puissions nous épanouir et jouir en toute liberté, en particulier les femmes.

**Fenêtre n°1 :** *Les deux parties ne sont pas contradictoires mais ont vocation à être votées séparément.*

**Partie 1.A.:** Pour éviter que les enfants issus d'une Gestation Pour Autrui à l'étranger ne soient apatrides ou clandestins, nous nous prononçons pour leur inscription à l'état-civil.

**Partie 1.B.:** Il convient toutefois de préciser que notre position en faveur de l'accès à l'égalité des droits pour les couples homosexuels n'implique pas notre adhésion à la Gestation Pour Autrui que nous considérons comme une des expressions de la marchandisation des corps des femmes.

Face à la crise mondiale, la solidarité internationale est incontournable : solidarité avec les femmes des révolutions arabes, avec les femmes migrantes, les femmes victimes de violences notamment dans les zones de conflits armés, avec les femmes grecques, espagnoles ou portugaises contre les plans d'austérité, pour la régularisation de toutes les sans-papiers...

Si les problématiques féministes doivent traverser toutes nos interventions, nous devons aussi porter une attention particulière à la préparation par toutes de l'organisation des échéances spécifiques (25 novembre, 8 mars...). Un travail d'analyse et d'élaboration doit être mené en lien avec les autres commissions et en particulier les commissions santé, antifasciste, antiraciste, LGBTI, d'intervention sur les lieux de travail. La rédaction des communiqués de presse, de notre matériel propre, d'articles pour TEAN hebdo et revue doit être animée par la CNIF puis débattues et votées si nécessaire par les instances décisionnelles du NPA (CPN et dans l'impossibilité le CE).

#### B. Notre intervention dans le mouvement féministe : un mouvement divisé mais aussi renouvelé

Le mouvement féministe est aujourd'hui affaibli et divisé dans ses cadres et par des débats clivants. Les militant-e-s du NPA sont investi-e-s dans des cadres très variés, associatifs (CNDF, Planning familial, collectif parisien 8 mars pour toutes, Marche mondiale des femmes, Osez le féminisme, La barbe, collectifs de facs...) et/ou syndicaux A l'intérieur de ces structures, nous défendons notre orientation féministe dans le respect de leur indépendance. Les réalités locales sont très variables mais les critères de choix pour s'investir ici ou là sont partout les mêmes : structures ayant une intervention à destination d'un public large, s'adressant au-delà des cercles militants, ayant une implantation locale, capable de mobiliser et dont l'orientation ne présente pas d'incompatibilité avec la nôtre. Lors des mobilisations nous essayons de nous inscrire autant que possible dans des cadres unitaires larges, en essayant de convaincre au besoin. En cas de désaccord trop important, nous pourrions être contraint-e-s de ne pas signer certains appels. Dans tous les cas, le NPA doit se donner les moyens d'avoir sa propre apparition.

Les débats qui traversent aujourd'hui les organisations du mouvement féministe traversent également notre parti. Si ces débats peuvent être importants et intéressants, ils ne doivent pas nous paralyser au regard de l'urgence du combat féministe. En tant qu'organisation politique, nous devons chercher à élaborer collectivement notre propre orientation en tentant de dépasser ces clivages. C'est pourquoi nous proposons d'aborder rapidement les deux principaux débats du moment

**Fenêtre n°2:** *Versions contradictoires*

**Versión 1 :** Articulation des oppressions sociales, racistes et de genre

Le dernier congrès a été le cadre d'assez longs débats autour des questions de laïcité et du port du voile. Dans la perspective de dépasser ce clivage, il est important d'approfondir la discussion sur l'articulation entre les différentes oppressions sociales, racistes, et de genre et de comprendre comment elles se combinent, quelles sont les possibilités de luttes émancipatrices qui peuvent être menées par celles qui les subissent et quel rôle nous pouvons y jouer en tant que militant-e-s anticapitalistes.

Nous dénonçons la nature patriarcale des religions en général, leur rôle oppresseur, en particulier des femmes. Nous

luttons contre tous les intégrismes. Pour autant, nous constatons qu'aujourd'hui en France, on ne peut mettre sur le même plan le christianisme (dominant et non soumis à la « laïcité » version étatique et bourgeoise) et l'islam (religion d'une catégorie sociale populaire racisée, dominée et stigmatisée). Un discours islamophobe existe au-delà des rangs de l'extrême-droite et de la droite, et est utilisé pour véhiculer des idées racistes, sous couvert de défendre les droits des femmes.

Nous devons combattre toutes les discriminations qui visent les femmes et/ou les immigré-e-s, et donc aussi celles qui visent les femmes immigrées et/ou musulmanes. Or ces dernières années les mesures allant dans ce sens se sont accumulées : exclusion de l'école et des services publics, loi sur la burqa, exclusion des mamans voilées des sorties scolaires, interdiction des « signes religieux » au domicile des nounous... Nous revendiquons l'abrogation de ces lois, qui discriminent, stigmatisent, et nuisent à l'accès à l'éducation, à l'emploi, et à la socialisation de ces femmes.

**Version 2 :** Les différentes oppressions s'accroissent quand elles se conjuguent au féminin. Nous dénonçons la nature patriarcale de toutes les religions, leur rôle historique dans la perpétuation de l'oppression des femmes. Aujourd'hui, en France comme ailleurs, à la faveur de la crise, nous assistons à une tentative de remise en cause sans précédent des droits et des acquis des femmes. Dans ce combat toutes les institutions religieuses se retrouvent dans une union sacrée comme en témoigne leur prise de position commune contre le mariage pour toutes et tous. Nous dénonçons ces tentatives des institutions religieuses de dicter leur loi à la société toute entière et réaffirmons l'importance de la laïcité qui, tout en garantissant la liberté de conscience, acte le principe de séparation des pouvoirs entre églises et état.

Ceci ne doit pas nous empêcher de dénoncer aussi le discours islamophobe non seulement de la droite et de l'extrême droite mais qui infiltre aussi une partie de la gauche. Ce discours, qui instrumentalise la lutte féministe, est un des véhicules des idées racistes et il ne peut aboutir qu'à une division des opprimés.

Bien évidemment, nous devons mener, sans concession aucune, la lutte contre tous les intégrismes car nous ne pouvons faire de distinction entre les différents intégrismes sous prétexte "qu'on ne peut mettre sur le même plan la (les) religion(s) officielle(s) et celle des opprimés".

Notre discours ferme à cet égard sera d'autant plus crédible qu'il se conjuguera avec une défense des femmes étrangères ou issues de l'immigration post-coloniale contre les discriminations dont elles sont victimes et qui nuisent à leur accès à l'autonomie (travail, éducation). Pour des anticapitalistes le combat contre les discriminations ne se divise pas.

Enfin nous considérons la lesbophobie comme une forme aggravée d'homophobie, qui combine homophobie et oppression des femmes.

Sur la prostitution, nous considérons qu'elle constitue la forme extrême de la rencontre entre le patriarcat et le capitalisme.

### **Fenêtre n°3:** *Versions contradictoires*

**Version 1 :** Pour lutter contre l'esclavage sexuel, qui constitue la majeure partie de la prostitution, il faut commencer par arrêter de criminaliser et de vulnérabiliser les victimes et donc abroger les mesures répressives directes ou indirectes, qui poussent toujours davantage les prostituées à la clandestinité et les rendent toujours davantage vulnérables à leurs exploités et à la violence physique et sexuelle des clients et de la police, comme le délit de racolage passif ou la pénalisation du client. Nous souhaitons également la mise en place de moyens humains et matériels pour permettre à celles et ceux qui veulent sortir du système prostitutionnel de pouvoir le faire (obtention de papiers, réinsertion sociale et professionnelle...). Nous réclamons : la mise en place d'une ambitieuse éducation non sexiste, l'accès aux droits sociaux pour tou-te-s, sans conditions (notamment d'activité professionnelle légale), la régularisation de tou-te-s les sans-papiers et l'ouverture des frontières, l'autonomie financière avec le droit à l'emploi, par la répartition du travail utile et sain.

**Version 2 :** *Les versions 2.A et 2.B ne sont pas contradictoires mais ont vocation à être votées séparément.*

**Version 2.A:** Dans le système de domination sexiste qui constitue la structure fondamentale de nos sociétés, la prostitution est la manifestation la plus violente de la domination masculine et de l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Pour lutter contre le système prostituteur et donner un coup d'arrêt aux mesures prises à l'encontre des prostituées, il est nécessaire d'élaborer et de mettre en place une réelle politique abolitionniste. Cette orientation englobe plusieurs axes et mesures concrètes :

-La suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des prostituées (dont le racolage passif -loi LSI de mars 2003).

-La mise en place de tous les moyens sociaux et financiers nécessaires afin de garantir la protection, l'accompagnement et la réinsertion sociale et professionnelle des prostituées y compris étrangères.

-La régularisation des prostituées sans papiers.

-Une formation spécifique pour l'ensemble des personnes qui assureront ce travail d'accompagnement, de protection et de réinsertion.

-Le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et les réseaux internationaux de prostitution.

-Une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, avec sensibilisation de la population et notamment des clients; une politique de lutte contre le sexisme et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Seule une politique volontariste qui applique simultanément l'ensemble de ces différents points pourra sur le long terme produire des résultats.

Aujourd'hui ce sont les personnes prostituées qui sont victimes de la répression: ce choix gouvernemental n'a rien à voir avec une politique abolitionniste. Nous exigeons l'arrêt de toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées et la mise en place d'une politique réellement abolitionniste.

**Version 2 .B :** La pénalisation des clients -qui participent au système prostitutionnel- pourra se poser après la mise en place de l'ensemble de ces mesures.

### III. Les questions internes

Le NPA n'est pas hors de la société ; les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation sexistes, racistes, homophobes s'y reproduisent. Et la situation politique actuelle y a un impact également. Nous considérons comme urgent d'alerter l'ensemble des camarades sur les départs disproportionnés de femmes et les problèmes de sexisme interne. La proportion de femmes, leur place dans les directions, la répartition des tâches, les modes de débats, les propos sexistes récurrents, doivent être partout l'objet d'une réflexion collective.

La réflexion entamée sur le fonctionnement de notre parti doit prendre en compte les oppressions spécifiques et les dominations existant au sein de celui-ci (genre, âge, expérience, rapport à l'écrit...). Nous devons développer la prise en compte de ces problématiques dans la formation (en incluant les femmes et les jeunes dans la commission nationale de formation, en produisant du matériel, en finançant les trajets de formatrices pour répondre aux demandes...).

Enfin, la commission nationale d'intervention féministe est mandatée pour animer l'intervention féministe du parti.